



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 septembre 2014
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 septembre 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, le texte de la lettre datée du 29 août 2014, que m'ont adressée conjointement le Président de la République de Sierra Leone, M. Ernest Bai Koroma, la Présidente de la République du Libéria, M^{me} Ellen Johnson Sirleaf, et le Président de la République de Guinée, M. Alpha Condé, dans laquelle ils donnent des détails sur l'impact de la maladie à virus Ebola, appellent l'attention sur l'impact de l'épidémie et soulignent les implications de cette épidémie pour l'Afrique de l'Ouest et au-delà (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon



**Annexe à la lettre datée du 15 septembre 2014
adressée à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Secrétaire général**

Comme vous le savez, les Républiques sœurs de Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone sont actuellement aux prises avec la plus grande épidémie jamais enregistrée de la redoutable maladie à virus Ebola, une épidémie qui met à mal nos institutions, en particulier nos systèmes de soins de santé. Cette épidémie sans précédent a éclaté à un moment où nous vivons dans un climat de paix, de sécurité et de stabilité relatives et nous employons collectivement à promouvoir le développement socioéconomique des pays et des peuples de la sous-région. Alors que nous mettons encore en place les composantes de base de notre infrastructure sanitaire et obtenons déjà de meilleurs résultats en matière de mortalité maternelle et infantile, l'épidémie a porté un coup dévastateur à notre action. Les taux d'infection et de décès parmi le personnel de santé, ainsi que la peur qui a gagné ceux qui autrement auraient cherché à se faire soigner pour des problèmes médicaux autres que la maladie à virus Ebola, ont paralysé nos secteurs de la santé, qui ne peuvent plus de ce fait traiter certaines maladies communes. Face à cette situation, nous avons pris des mesures concrètes décisives pour circonscrire l'épidémie. Nous avons, dans le cadre de diverses initiatives prises par nos gouvernements respectifs, limité la circulation dans certaines parties de nos pays, déclaré l'état d'urgence, suspendu des activités administratives non essentielles, fermé des écoles, arrêté le fonctionnement des boîtes de nuit, des salles de cinéma et des centres de vidéo et fait intervenir l'armée pour aider les services publics à lutter contre la maladie.

L'Organisation mondiale de la Santé fournit à présent un appui stratégique et une aide à la coordination pour permettre de lutter contre cette maladie. Depuis que vous avez nommé M. David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour la maladie à virus Ebola, l'action internationale pour faire face à l'épidémie s'intensifie. Grâce à cette action globale qui vient soutenir celle que nous menons, nous sommes certains d'être sur le point d'inverser la progression de l'épidémie.

Et pourtant, Monsieur le Secrétaire général, nous sommes pratiquement soumis actuellement à des sanctions économiques et à un embargo commercial virtuels, qui ne manqueront pas d'aggraver les effets de l'épidémie sur nos économies et d'entraver l'action que nous menons pour la juguler. La plupart des compagnies aériennes ont suspendu ou annulé leurs vols à destination de nos pays. Brussels Airlines, une des dernières compagnies aériennes qui continuent de les desservir, subit actuellement des pressions pour qu'elle suspende les vols à destination de la région. Cette compagnie s'est vu refuser les droits d'escale technique tout au long de son itinéraire en Afrique de l'Ouest, et il lui est donc de plus en plus difficile de continuer à assurer la desserte de nos capitales. Les fournisseurs de produits pétroliers ont reçu notification du fait que les bateaux qui s'arrêtent au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone ne sont pas autorisés à accoster à Pointe Noire. À mesure que les sanctions s'étendent, il ne sera plus possible de faire venir les experts et les fournitures nécessaires pour mettre fin à l'épidémie. Les prix ont déjà commencé à flamber et les sanctions ne feront qu'aggraver cette tendance, à un moment où la production intérieure a déjà considérablement ralenti. Cet état de chose pourrait avoir des conséquences économiques désastreuses qui dépassent les limites de la sous-région et risquent de ramener nos pays aux niveaux

de pauvreté qui prévalaient au cours des années de conflit et d'instabilité. Certains effets économiques potentiels sont notamment l'annulation des nouveaux investissements ou de l'expansion des opérations des grandes mines, la réduction brutale du tourisme, les pénuries de produits importés et l'annulation des réunions organisées dans la sous-région.

Le virus Ebola se transmet par contact direct avec le sang, les sécrétions, les fluides organiques ou corporels des personnes infectées, mortes ou vivantes. C'est la raison pour laquelle ce sont essentiellement les proches des personnes infectées et des agents sanitaires qui ont contracté le virus. L'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Association du transport aérien international ont clairement indiqué qu'une telle interdiction générale des voyages n'est pas nécessaire et pourrait en fait prolonger la lutte contre la maladie; elle pourrait même annuler toutes les mesures que nous avons prises pour encourager les changements de comportement, qui sont essentiels pour la rupture de la chaîne de transmission.

Depuis la chute du mur de Berlin, le monde, a inexorablement cheminé vers une plus grande intégration qui l'a réduit en un village planétaire. Collectivement, il a bénéficié de cette intégration, les échanges commerciaux s'étant développés à tel point que même les pays plus sous-développés se retrouvent dans la chaîne de valeur des plus développés. Face à une situation qui remet en question le système, il semble que le reste du monde abandonne la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, les ostracise et les sanctionne. Il ne suffit pas d'envoyer des dons et des fournitures pendant qu'on laisse nos économies mourir, lentement étranglées. Aussi remarquables qu'aient été les résultats que nous avons enregistrés depuis la fin de la guerre civile, des conflits et de l'instabilité dans nos pays, ces résultats sont fragiles et réversibles. Il semble maintenant que les sanctions qui nous sont infligées hâtent ce retour en arrière. Tout ce que nous avons réalisé collectivement au cours des dix dernières années dans le cadre de l'Union du fleuve Mano est maintenant menacé.

Nous demandons donc que l'Organisation des Nations Unies intervienne auprès de nos voisins, proches et lointains, pour mettre fin à ces sanctions. Nous sommes conscients de la nécessité de faire attention pour éviter que la maladie ne se propage au-delà des pays actuellement touchés, et nous sommes prêts à coopérer avec nos voisins pour prendre les mesures qui s'imposent. Nous demandons que soit adoptée une résolution de l'Organisation des Nations Unies sur une riposte globale à l'épidémie à virus Ebola. Cette résolution comprendrait les éléments suivants :

1. Une action internationale coordonnée pour mettre fin à l'épidémie, l'Organisation mondiale de la Santé fournissant une orientation stratégique pour la riposte dans son ensemble et la restauration des services de santé de base;
2. Une action internationale coordonnée pour soutenir les sociétés et les économies touchées par l'épidémie;
 - a) Maintien des liaisons commerciales avec des précautions raisonnables;
 - b) Maintien des liaisons de transport avec des précautions raisonnables;
3. Une campagne d'information internationale.

En adoptant une telle résolution, nous pourrions convenablement faire face à la crise et réduire au maximum ses effets sur les économies des pays touchés.

Nous espérons très sincèrement que cette question sera examinée de toute urgence avec toute l'attention voulue.

Le Président de la République de Sierra Leone
(*Signé*) Ernest Bai **Koroma**

La Présidente de la République du Libéria
(*Signé*) Ellen **Johnson Sirleaf**

Le Président de la République de Guinée
(*Signé*) Alpha **Condé**
